

Ce moment où ils ont appris qu'ils étaient nommés ou virés

Ils ont été « surpris » (ou pas), « anxieux » l'ont trouvée « inattendue », voire amusante... D'anciens ministres reviennent sur le moment où ils ont appris leur nomination...

Michèle André, secrétaire d'État aux Droits des femmes, de 1988 à 1991.

« C'était en 1988, je ne m'y attendais pas du tout, j'avais une petite quarantaine d'années, j'étais juste une militante, engagée, adjointe aux Sports à Clermont-Ferrand. J'étais en train de distribuer des médailles à des enfants, on m'a demandé de rappeler d'urgence Matignon et comme j'étais amie avec Michel Rocard cela ne m'a pas surprise [...] Cela s'est fini de la même façon, un coup de fil de Michel : "Je dois démissionner, et tu ne seras pas dans le prochain gouvernement". On entre d'un coup et on sort d'un coup, c'est comme ça. »

Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'État chargé des Collectivités locales de 1991 à 1993 : « J'étais maire d'Orléans à l'époque (en 1991) et j'ai été appelé par le directeur de cabinet de la Première ministre, Édith Cresson. Ma nomination était inattendue à ce moment-là. Mais, j'avais une intuition parce que j'avais parlé avec François Mitterrand. Il m'avait prédit que je ne serais pas élu à la mairie d'Orléans. Quand j'ai été élu, c'est là qu'il a pensé à me mettre au gouvernement [...] Le président trouvait que c'était bien qu'un maire d'une grande ville soit secrétaire aux Collectivités locales. »

Christian Paul, secrétaire d'État à l'Outre-mer de 2000 à 2002, réglait « des problèmes de plomberie » dans une école de Lormes (Nièvre) dont il était le maire quand il a « été appelé par Lionel Jospin. Ce fut assez rapide et amical. Il m'a laissé quelques minutes de réflexion ». Pourquoi lui ? Christian Paul évoque un cocktail de relations et de compétences. Relations « de quelques années avec Lionel Jospin » et « bonnes relations » avec Daniel Vaillant, nommé alors ministre de l'Inté-

rieur, et né à... Lormes. Quant au portefeuille de l'Outre-mer, « ça aurait pu être un autre, mais j'avais travaillé sur la Corse et l'Outre-mer ».

François Huwart, secrétaire d'État au Commerce extérieur de 1999 à 2002.

« C'était une période de colabitation. Il n'y avait eu que deux nominations ce jour-là, donc on était loin de l'agitation qu'il peut y avoir en ce moment. Je n'étais pas du tout demandeur. Dans ma vie politique, je n'ai été candidat qu'à des élections, pas à des postes. Deux ou trois jours avant, j'avais entendu quelques bruits à l'Assemblée nationale sur mon éventuelle entrée au gouvernement. Je n'avais pas envie spécialement d'y croire, même si je n'étais pas contre [...] C'était passionnant. J'avais pris goût à la chose et je n'avais pas envie de me faire sortir. »

Jean-Baptiste Lemoigne, secrétaire d'État aux Affaires étrangères puis ministre délégué au Tourisme et enfin aux PME, entre 2017 et 2022. « Le point commun de tous les remaniements, c'est que tout est possible jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'annonce sur le perron de l'Élysée. Quand j'ai été nommé, en juin 2017, deux jours avant, j'avais vu Édouard Philippe à Matignon, il m'avait dit qu'avec le Président, ils avaient pensé à moi pour [...] les Affaires étrangères. Il me rappelle le jour du remaniement à 15 heures en me disant : "Je te confirme ce qu'on s'est dit" [...] Deux heures après, il me rappelle en me disant : "Écoute, changement de programme, finalement tu vas partir comme secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur" je lui dis : "Pas de problème, je suis élu local, les collectivités locales, je peux faire aussi, on part comme ça." Une demi-heure après, il me rappelle encore et me dit : "Bon, finalement, tu vas bien aux Affaires étrangères !" »

Laurent Bernard, Alban Gourousse, Alain Gouiriouf, Hélène Bonnet, Sophie Burdin.

A lire. Retrouvez l'intégralité des témoignages sur les sites du groupe Centre France.